

Unité départementale du Loiret
3 rue de Carbone
45072 Orléans Cedex 2

Orléans, le 16/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ESSITY OPERATIONS FRANCE

Arrabloy Lieu-dit « La Lombarderie »
45500 Gien

Références : VAT20250024
Code AIOT : 0010001145

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2024 dans l'établissement ESSITY OPERATIONS FRANCE implanté Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien. L'inspection a été annoncée le 16/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est menée dans le cadre du suivi du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024 dont les échéances sont à présent échues, portant sur la surveillance en continu des rejets atmosphériques à la cheminée. Cette visite a également été l'occasion d'aborder les actions nationales relatives aux PFAS et à la sobriété hydrique des installations industrielles.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ESSITY OPERATIONS FRANCE

- Arrabloy Lieu-dit La Lombarderie 45500 Gien
- Code AIOT : 0010001145
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ESSITY OPÉRATIONS FRANCE réalise dans son usine de GIEN la fabrication de papiers sanitaires et domestiques (mouchoirs, rouleaux essuie-tout, papiers toilette...). Le site dispose de machines de fabrication de bobines de papier et de produits finis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AN24 PFAS
- AN24 Sobriété hydrique
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	/	Demande d'action corrective	15 jours
2	Réalisation des campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	/	Demande d'action corrective	15 jours
4	Exigences pour les prélèvements PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Demande d'action corrective	15 jours
7	Plan d'actions PFAS – Prioritaire national sur critère « flux AOF »	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1	/	Demande d'action corrective	15 jours
9	Surveillance en continu - Respect des VLE (vi 15/06/2022)	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 3.2.4 et 9.1.1.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	2 mois
10	Mesures comparatives sur les rejets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 9.1.2 et	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	atmosphériques	9.2.1.1.1			
11	Surveillance en continu - Assurance Qualité des AMS – QAL3 (vi 15/06/2022)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	2 mois
12	Surveillance en continu - Assurance Qualité des analyseurs (vi 15/06/2022)	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Astreinte	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
5	Précisions des mesures PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
6	Déclaration GIDAF des résultats d'analyse PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	/	Sans objet
8	Mise en œuvre du plan "eau" - 50 sites	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.2	/	Sans objet
13	Surveillance en continu - Assurance Qualité des AMS – QAL2 (vi	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	15/06/2022)			

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation a été publié au JO le 27 juin 2023. Il entre en vigueur le lendemain de sa publication.</p> <p>L'échéance accordée pour établir la liste prévue à l'article 2 de cet arrêté est le 28 septembre 2023 - délai échu.</p> <p>L'exploitant dispose d'une base de données 3E PROTECT qui recense l'ensemble des produits chimiques employés sur le site de Gien. Il a mené une recherche dans cette base de données par numéro CAS des substances PFAS présentes dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. La liste établie présente plusieurs substances relevées pour des numéros CAS correspondant aux substances PFAS recensées dans l'arrêté. Pour autant, l'exploitant indique qu'il n'a pas identifié de produits chimiques sur le site de Gien comprenant des PFAS. Cette conclusion doit être justifiée ou la méthodologie de recherche dans la base de données nécessite d'être précisée.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure ni de justifier d'une recherche d'identification de l'utilisation passée de substances ayant pu contenir des PFAS (type agents mouillants, produits d'enduction, etc), ni de justifier de la production de substances PFAS par dégradation des produits chimiques employés sur le site.</p> <p>Constat [PDC1] : L'exploitant n'a pas finalisé sa démarche d'identification des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation, en vue d'établir une liste exhaustive.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ESSITY OPERATIONS FRANCE a réalisé trois campagnes de mesures sur trois mois consécutifs (septembre à novembre 2023) sur le rejet d'eau industrielles (rejet à la Loire, sortie de STEP et en aval des lagunes). Les campagnes ont concerné les 20 substances listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel, le paramètre AOF, ainsi que les 8 substances complémentaires listées au 3° de l'article.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses aux points de rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées : aval bassins catastrophe Est et Ouest.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente des échanges de courriels avec le laboratoire EUROFINs pour l'organisation des prélèvements dans les bassins catastrophe. Au regard de la saisonnalité et des conditions météorologiques, l'exploitant s'oriente vers des prélèvements ponctuels à défaut de prélèvements asservis au débit sur 24h qui n'apparaît pas compatible avec des conditions de rejets discontinus voire d'absence de rejet.</p> <p>Constat [PDC2] : L'exploitant n'a pas réalisé les prélèvements et analyses des PFAS au point de rejet des eaux pluviales potentiellement polluées. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'avancement des actions déjà engagées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les</p>

prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
<p>Constats :</p> <p>Vu : Déclarations des résultats d'analyse des 3 campagnes de prélèvement ; Vu : rapports de prélèvements transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées ; Les prélèvements ont été effectués par la société AQUAMESURE sise 6 RUE DE LA CLOSERIE à LISSES (91090), accréditée COFRAC pour l'échantillonnage et les prélèvements sur eaux résiduaires en vue d'analyses physico-chimiques, attestation N° 1-5815 rév. 9. Les analyses ont été effectuées par le laboratoire EUROFINS Hydrologie Ile de France sis 2 avenue de Laponie à LES ULIS (91940), accrédité COFRAC N° 1-2024 pour les paramètres DCO, MES et Fluorures. Les analyses des substances PFAS ont été sous-traitées au laboratoire EUROFINS HYDROLOGIE EST sis Rue Lucien Cuenot Site Saint Jacques à MAXEVILLE (54320), attestation N° 1-0685 rév. 31. Certaines substances étaient alors en cours d'accréditation lors de la première campagnes de mesures réalisée en septembre 2023.</p> <p>Absence d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Exigences pour les prélèvements PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société ESSITY OPERATIONS FRANCE a réalisé trois campagnes de mesures sur trois mois consécutifs (septembre à novembre 2023) sur le rejet d'eau industrielles (rejet à la Loire, sortie de STEP et en aval des lagunes). Les prélèvements asservis au débit ont été réalisés sur 24h. Toutefois, lors des campagnes de mesures, la machine à papier PM3 était en arrêt prolongé pour maintenance et n'a été remise en service que fin décembre 2023. Les prélèvements menés ne sont pas considérés comme représentatifs des conditions normales d'activité du site. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyses aux points de rejets des eaux pluviales susceptibles d'être polluées : aval bassins catastrophe Est et Ouest (cf point de contrôle</p>

précédent).

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant présente des échanges de courriels avec le laboratoire EUROFINS pour l'organisation des prélèvements dans les bassins catastrophe. Au regard de la saisonnalité et des conditions météorologiques, l'exploitant s'oriente vers des prélèvements ponctuels à défaut de prélèvements asservis au débit sur 24h qui n'apparaissent pas compatibles avec des conditions de rejets discontinus voire d'absence de rejet.

S'agissant du nouveau prélèvement à réaliser au point de rejet sortie des eaux industrielles en conditions normales d'activité du site, l'exploitant précise que la PM3 est pour le moment à l'arrêt mais que la campagne d'analyse est prévue avec EUROFINS et sera lancée dès redémarrage des installations.

Constat [PDC3] : L'exploitant n'a pas réalisé les prélèvements et analyses des PFAS au point de rejet des eaux industrielles dans les conditions normales d'activité. L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'avancement des actions déjà engagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Précisions des mesures PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification

Prescription contrôlée :

Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.

Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.

Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.

Constats :

Vu : Déclarations des résultats d'analyse des 3 campagnes de prélèvement ;

Vu : rapports de prélèvements transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Pour l'ensemble des substances PFAS et pour les trois campagnes de mesures, la limite de quantification de 100 ng/L a été respectée.

Pour le paramètre AOF, la limite de quantification de 2 µg/L a été respectée pour les campagnes 1 (septembre 2023) et 3 (novembre 2023). Toutefois, **la limite de quantification a été de 10 µg/L en octobre 2023**. Le laboratoire accrédité a précisé pour cette campagne "La limite de quantification a été augmentée en raison du caractère particulier de la matrice". La valeur du paramètre AOF est indiquée "non quantifiée" sous GIDAF car inférieure à 10 µg/L.

A noter qu'une campagne supplémentaire est prévue par l'exploitant dans des conditions représentatives de l'activité (machine à papier PM3 en fonctionnement). Cette campagne supplémentaire viendra compléter les données existantes.

Ce point fera l'objet d'une nouvelle vérification à la réception des analyses complémentaires.
Absence d'écart constaté sur le [PDC5].

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Déclaration GIDAF des résultats d'analyse PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4

Thème(s) : Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF

Prescription contrôlée :

L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.

Constats :

L'exploitant n'a pas transmis ses résultats d'analyse dans l'application GIDAF au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne.
Toutefois, le jour de la visite d'inspection, les déclarations des trois campagnes ont été faites et sont disponibles sous GIDAF.
Absence d'écart constaté sur le [PDC6].

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan d'actions PFAS – Prioritaire national sur critère « flux AOF »

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 3.1

Thème(s) : Actions nationales 2024, Plan d'action

Prescription contrôlée :

Les installations sont conçues de manière à limiter les émissions polluantes dans l'environnement [...].

Constats :

Vu : déclarations des résultats des campagnes PFAS sous GIDAF. Ces résultats mettent en évidence des rejets significatifs de l'installation dans les eaux industrielles traitées concernant les flux journaliers en AOF pour la campagne de septembre 2023 : 92 µg/L soit un flux équivalent de 106,4 g/j.

En conséquence, la société ESSITY OPERATIONS FRANCE entre dans la liste des établissements jugés prioritaires pour la réduction des émissions de PFAS dans l'eau. A ce titre, l'inspection des installations classées a transmis par courrier du 05/06/2024 une demande de plan d'actions à l'exploitant suivant trois axes : investigation, suppression / réduction et surveillance. Le délai de réponse n'est pas échu à la date de la visite d'inspection.

A ce stade, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier d'une source ou d'une cause ayant pu engendrer le rejet en AOF.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a fait part des actions engagées sur ce sujet en réponse à la demande de l'inspection des installations classées (axe "investigation") :

- recherche de substances PFAS et paramètre AOF dans l'eau brute entrée process (issue des réserves du site alimentées par l'eau de la Loire et l'eau de la nappe superficielle) ;
- nouvelle campagne de prélèvement et d'analyse au point de rejet des eaux industrielles sortie des lagunes (et sortie STEP) ;
- campagne de prélèvement et d'analyse au point de rejet des deux bassins d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées (bassins catastrophe Est et Ouest) ;

Par ailleurs, l'exploitant envisage de réaliser un prélèvement supplémentaire sur le réseau eaux industrielles en sortie directe de la STEP, en parallèle d'un prélèvement au point de rejet final, avant dilution dans les lagunes afin d'identifier si un relargage de composés par les lagunes pourrait expliquer le résultat constaté en AOF lors de la campagne de septembre 2023. A noter que cette campagne de septembre 2023 n'est pas considérée comme représentative de l'activité du site.

Constat [PDC7] : L'exploitant n'a toujours pas transmis la réponse au courrier du 05/06/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En réponse au courrier du 05/06/2024 transmis, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées l'avancement des actions engagées et la mise à jour de son plan d'action au regard des résultats obtenus, visant à limiter les émissions aqueuses de PFAS dans l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Mise en œuvre du plan "eau" - 50 sites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 5.2

Thème(s) : Actions nationales 2024, Sobriété hydrique du site

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau

Constats :

Rappel du contexte : La société ESSITY OPERATIONS FRANCE, usine de Gien, a été retenue dans la liste des 50 sites industriels relevant du "Plan Eau" annoncé par le gouvernement le 30 mars 2023 bénéficiant d'un accompagnement pour une gestion plus sobre de la ressource en eau.

Le jour de la visite d'inspection, il est constaté la présence d'une unité d'ultrafiltration mobile implantée sur le site. L'exploitant indique qu'il s'agit de l'unité actuellement louée chez VEOLIA et qui permet de réaliser les tests de bon fonctionnement des opérations de recyclage des eaux traitées de la STEP pour recyclage dans le procédé.

L'exploitant a déposé un dossier de demande de financement auprès de l'agence de l'eau Loire Bretagne dans le cadre du projet d'acquisition d'une unité comprenant deux skids de filtration, à échéance 2025.

Cette acquisition constitue la première action du Plan de Sobriété Hydrique (PSH) déposé par l'industriel.

L'inspection des installations classées rappelle à ce titre que dans le cadre de ce projet un porter-à-connaissance devra être transmise à Madame la Préfète avant sa réalisation au titre du R. 181-46 du code de l'environnement.

A l'occasion de la visite d'inspection, un point a été réalisé sur les autres actions de réduction des consommations d'eau et notamment la recherche de fuites. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il étudie plusieurs solutions afin d'identifier la présence de fuites sur la canalisation d'amenée d'eau depuis la station de pompage en Loire vers le site (3,6 km de longueur).

Vu : tableau de suivi des consommations d'eau du site pour 2024 (en cours) ;

Vu : Emplacement des 3 forages de pompage dans la nappe alluviale ;

Vu : Zone correspondant à la prise d'eau de surface

Vu : Station de pompage et départ de l'eau brute vers l'usine ;

Vu : Station d'arrivée des eaux traitées avant rejet en Loire.

Absence d'écart constaté pour le [PDC8].

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance en continu - Respect des VLE (vi 15/06/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 3.2.4 et 9.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, respect des VLE et mesures en continu

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 07/03/2024

Prescription contrôlée :

Article 3.2.4

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites en concentration

[...]

Chaudières

concentration en O₂ : 3%

CO : 40 mg/Nm³

NO_x : 100 mg/Nm³

[...]

Article 9.1.1.1

Les mesures portent sur les rejets des chaudières de puissance supérieures à 15MW.

paramètres : O₂, NO_x, CO

fréquence : mesure en continu

Constats :

Rappel des constats en cours :

Constat [C10] : La surveillance en continu des rejets à la cheminée n'est pas assurée.

Constat [C11] : Les mesures ponctuelles effectuées en remplacement des mesures en continu ne sont pas représentatives d'une moyenne journalière de la concentration en polluant rejeté et ne permettent pas de statuer sur la conformité de la prescription indiquée. Afin de pouvoir comparer les valeurs mesurées aux VLE prescrites, il est nécessaire de ramener ces valeurs à des conditions normalisées de température et de pression. De fait, les données obtenues n'apportent aucune garantie du respect des VLE et aucune organisation n'est mise en place pour le vérifier.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024 :

La société ESSITY OPERATIONS FRANCE exploitant une papeterie sise sur la commune de GIEN-ARRABLOY, La Lombarderie, est mise en demeure de respecter les dispositions de

- en matière de surveillance des rejets en sortie des chaudières au gaz naturel

- l'article 9.2.1.1.1 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2018 susvisé en remettant en place le suivi en continu des rejets atmosphériques des chaudières au gaz naturel, dans un délai de 3 mois ;
- l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 18 mai 2018 susvisé en respectant les valeurs limites d'émission à la cheminée pour les deux chaudières au gaz sur une durée d'une semaine représentative de la production normale de l'établissement, dans un délai de 3 mois.;

L'exploitant indique le dysfonctionnement de la sonde O2 qui n'est donc pas fonctionnelle le jour de la visite d'inspection. L'exploitant indique que la société SICK est encore intervenu le 26/06/2024 pour effectuer un calibrage de la sonde. **La surveillance en continu des rejets dans l'air n'est pas opérationnelle.**

L'exploitant indique qu'il est toujours réalisé, en compensation, une mesure manuelle à l'aide d'une sonde TESTO, une fois par poste soit 3 fois par jour, en sortie des deux chaudières. Les résultats sont portés sur un registre.

Vu : registre de suivi des mesures ponctuelles réalisées.

L'inspection des installations classées constate que la correction à 3 % d'O2 n'est toujours pas réalisée à ce jour malgré les multiples demandes et relances faites à ce sujet. En conséquence, **il n'est pas possible de comparer les valeurs relevées aux VLE autorisées dans l'article susvisé. La solution palliative mise en place en compensation de l'absence de surveillance en continu des rejets est donc inefficace et inadaptée.**

Constat [PDC9] : L'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024. La surveillance en continu des rejets à la cheminée n'est pas assurée. De fait, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon respect des valeurs limites d'émission au point de rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Mesures comparatives sur les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2018, article 9.1.2 et 9.2.1.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures comparatives
Prescription contrôlée : Article 9.1.2 Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. [...] Article 9.2.1.1.1 Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 sont réalisées selon la fréquence minimale suivante : - pour les rejets des chaudières (F2650, F2655): [Cf tableau de l'arrêté]
Constats : Vu : Rapports émis par l'APAVE suite au prélèvement du 06/03/2023 : - chaudière 2655 Les VLE en concentrations et flux sur les paramètres CO, NOx, poussières, SO2 sont respectées. - chaudière 2650 Les VLE en concentrations et flux sur les paramètres CO, NOx, poussières, SO2 sont respectées. chaudière F201 Les VLE en concentrations et flux sur les paramètres CO, NOx, poussières, SO2 sont respectées. Vu : la réalisation d'un second prélèvement en 2023 permettant le respect de la périodicité semestrielle des mesures comparatives. Le contenu du rapport n'a pas été analysé. Vu : Rapports émis par l'APAVE suite au contrôle au prélèvement du 26/03/2024 : - chaudière 2650 La concentration en CO (68 mg/Nm3 en moyenne) est supérieure à la VLE définie par l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique qu'aucune action n'a été prise suite à ce contrôle. - chaudière 2655 Les VLE en concentrations et flux sur les paramètres CO, NOx, poussières, SO2 sont respectées. Constat [PDC10] : L'exploitant n'a pas respecté la VLE en concentration sur le paramètre CO en sortie de la chaudière 2650 lors des dernières analyses comparatives, et ce dépassement n'a fait l'objet d'aucune action.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Surveillance en continu - Assurance Qualité des AMS – QAL3 (vi 15/06/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31
Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL3

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024

Prescription contrôlée :

I. - L'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3.

Constats :

Rappel du constat précédent :

L'absence de dérive des paramètres O2, NOx et CO n'est pas contrôlée par la réalisation d'une procédure QAL3.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024 :

La société ESSITY OPERATIONS FRANCE exploitant une papeterie sise sur la commune de GIEN-ARRABLOY, La Lombarderie, est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- en matière de surveillance des rejets en sortie des chaudières au gaz naturel

[...]

- l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé en justifiant de l'étalonnage de l'AMS selon la procédure QAL2 et le contrôle de l'absence de dérive par la procédure QAL3, dans un délai de 3 mois ;

Rappel des informations préalables transmises par l'exploitant :

« *historique des interventions* :

- *Intervention SICK 29/02 et 01/03 pour remplacement des sondes de prélèvement sur les lignes 2650 et 2655.*
- *Intervention SICK 18 et 19/03 pour remplacement de la carte mère de l'analyseur + Reparamétrages.*
- *Intervention de l'APAVE le 21/03 pour le test opérationnel de l'analyseur avant le QAL2.*
- *Intervention de l'APAVE le 25/03 (jusqu'au 27/03) pour les prélèvements du QAL2.*
- *Rapport QAL 2 émis avec des réserves (sonde O2)*
- *Nouvelle intervention de SICK le 07/05 pour vérifier les connexions de la sonde d'O2 avant de nous proposer le remplacement de celle-ci »*

Vu : Rapport QAL 2 du 16/04/2024 émis par la société APAVE faisant état de réserves. Les conclusions sont les suivantes :

- Les réponses respectent les critères de variabilité et les fonctions déterminées peuvent être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : Monoxyde de

carbone (CO), Oxydes d'azote (NOx)

- Les réponses ne respectant pas les critères de variabilité, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les paramètres suivants : Oxygène(O2).

L'exploitant ne dispose pas de QAL2 conforme.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'en l'absence de QAL2 conforme, il n'a pas fait réaliser le QAL3 de son installation d'autosurveillance en continu des rejets.

L'exploitant relève de vraies difficultés avec son prestataire qui ne parvient pas à remettre en conformité l'ensemble du système malgré de nombreuses interventions. L'inspection des installations classées constate effectivement les nombreuses relances et interventions de la société SICK. Plusieurs équipements ont fait l'objet de maintenance ou ont été remplacés ce qui a permis d'améliorer la situation mais qui ne permet de rendre opérationnel l'ensemble du système de surveillance en continu.

Constat [PDC11] : L'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024. L'absence de dérive des paramètres O₂, NOx et CO n'est pas contrôlée par la réalisation d'une procédure QAL3.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Surveillance en continu - Assurance Qualité des analyseurs (vi 15/06/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des analyseurs

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024

Prescription contrôlée :

I. - Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures), NF EN 14181 (version d'octobre 2014 ou versions ultérieures) et FD X 43-132 (version 2017 ou ultérieure), réputées garantir le respect des exigences réglementaires définies dans le présent arrêté.

Constats :

Rappel du constat précédent :

L'exploitant n'est pas en capacité de justifier de la réalisation des procédures QAL2 et QAL3 pour les suivis en continu des émissions des chaudières fonctionnant au gaz naturel.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024 :

La société ESSITY OPERATIONS FRANCE exploitant une papeterie sise sur la commune de GIEN-

ARRABLOY, La Lombarderie, est mise en demeure de respecter les dispositions de :
- en matière de surveillance des rejets en sortie des chaudières au gaz naturel
[...]

- l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé en justifiant de l'étalonnage de l'AMS selon la procédure QAL2 et le contrôle de l'absence de dérive par la procédure QAL3, dans un délai de 3 mois ;

Rappel des informations préalables transmises par l'exploitant :

« historique des interventions :

- *Intervention SICK 29/02 et 01/03 pour remplacement des sondes de prélèvement sur les lignes 2650 et 2655.*
- *Intervention SICK 18 et 19/03 pour remplacement de la carte mère de l'analyseur + Reparamétrages.*
- *Intervention de l'APAVE le 21/03 pour le test opérationnel de l'analyseur avant le QAL2.*
- *Intervention de l'APAVE le 25/03 (jusqu'au 27/03) pour les prélèvements du QAL2.*
- *Rapport QAL 2 émis avec des réserves (sonde O2)*
- *Nouvelle intervention de SICK le 07/05 pour vérifier les connexions de la sonde d'O2 avant de nous proposer le remplacement de celle-ci »*

Vu : Rapport QAL 2 du 16/04/2024 émis par la société APAVE faisant état de réserves. Les conclusions sont les suivantes :

- Les réponses respectent les critères de variabilité et les fonctions déterminées peuvent être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : Monoxyde de carbone (CO), Oxydes d'azote (NOx)
- Les réponses ne respectant pas les critères de variabilité, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les paramètres suivants : Oxygène(O2).

L'exploitant ne dispose pas de QAL2 conforme.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant explique qu'il rencontre de vraies difficultés avec son prestataire qui ne parvient pas à remettre en conformité l'ensemble du système malgré de nombreuses interventions. L'inspection des installations classées constate effectivement les nombreuses relances et interventions de la société SICK. Plusieurs équipements ont fait l'objet de maintenance ou ont été remplacés ce qui a permis d'améliorer la situation mais qui ne permet de rendre opérationnel l'ensemble du système de surveillance en continu.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a contacté la société SICK afin d'obtenir rapidement une nouvelle date d'intervention. Le prestataire dispose de peu de disponibilités du fait de la période de congés estivaux. Des pistes sont proposées par le prestataire pour mettre en place une surveillance en continu avec une autre sonde O2 de façon temporaire dans l'attente de l'intervention. Les mises en oeuvre apparaissent toutefois compliquées.

Constat [PDC12] : L'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024. L'absence de réalisation des procédures QAL2 et QAL3 ne garantit pas l'étalonnage de l'AMS.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 02/09/2024 le

rapport d'intervention de la société SICK suite aux nouveaux essais de recherche de panne et de fuite réalisés le 02/08/2024. Le rapport est concluant et précise que les difficultés liées à l'arrêt intempestif de la pompe ont été identifiées (climatisation excessive de l'armoire) et rectifiées. L'exploitant a mené des campagnes d'essais manuelles à l'aide de son équipement portatif TESTO afin de vérifier la stabilité des mesures obtenues avec celles de l'AMS pour déclencher le QAL2. Vu : Rapport QAL 2 émis par la société APAVE du 19/09/2024 pour les chaudières 2650 et 2655, sans observation. Le rapport conclut à la conformité de l'AMS pour les paramètres CO et NOx, et un état "satisfaisant" pour le paramètre O2, et indique "Les réponses respectent les critères de variabilité et les fonctions déterminées peuvent être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : Oxygène(O2) Monoxyde de carbone (CO), Oxydes d'azote (NOx). Les tests opérationnels ont été réalisés avec succès."

Ces éléments permettent de constater le respect de la procédure QAL2 pour le système de surveillance en continu des rejets en sortie des chaudières. Toutefois, le constat persiste s'agissant de la procédure QAL3 non menée à ce stade. Il est reformulé comme suite :

Constat [PDC12] : L'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024. L'absence de réalisation de la procédure QAL3 ne garantit pas l'étalonnage de l'AMS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Cf points de contrôle relatifs aux procédures QAL 2 et QAL3 du présent rapport

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Surveillance en continu - Assurance Qualité des AMS – QAL2 (vi 15/06/2022)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Assurance Qualité des AMS – QAL2

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 31/08/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 30/04/2024

Prescription contrôlée :

I. - Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2.

Constats :

Rappel du constat précédent :

L'absence de réalisation de la procédure QAL2 ne garantit pas l'étalonnage de l'AMS.

Article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024 :

La société ESSITY OPERATIONS FRANCE exploitant une papeterie sise sur la commune de GIEN-ARRABLOY, La Lombarderie, est mise en demeure de respecter les dispositions de :

- en matière de surveillance des rejets en sortie des chaudières au gaz naturel

[...]

- l'article 31 de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 susvisé en justifiant de l'étalonnage de l'AMS selon la procédure QAL2 et le contrôle de l'absence de dérive par la procédure QAL3, dans un délai de 3 mois ;

Rappel des informations préalables transmises par l'exploitant :

« historique des interventions :

- Intervention SICK 29/02 et 01/03 pour remplacement des sondes de prélèvement sur les lignes 2650 et 2655.
- Intervention SICK 18 et 19/03 pour remplacement de la carte mère de l'analyseur + Reparamétrages.
- Intervention de l'APAVE le 21/03 pour le test opérationnel de l'analyseur avant le QAL2.
- Intervention de l'APAVE le 25/03 (jusqu'au 27/03) pour les prélèvements du QAL2.
- Rapport QAL 2 émis avec des réserves (sonde O2)
- Nouvelle intervention de SICK le 07/05 pour vérifier les connexions de la sonde d'O2 avant de nous proposer le remplacement de celle-ci »

Vu : Rapport QAL 2 du 16/04/2024 émis par la société APAVE faisant état de réserves. Les conclusions sont les suivantes :

- Les réponses respectent les critères de variabilité et les fonctions déterminées peuvent être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : Monoxyde de carbone (CO), Oxydes d'azote (NOx)
- Les réponses ne respectant pas les critères de variabilité, il y a lieu de procéder à un nouvel étalonnage pour les paramètres suivants : Oxygène(O2).

L'exploitant ne dispose pas de QAL2 conforme.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant explique qu'il rencontre de vraies difficultés avec son prestataire qui ne parvient pas à remettre en conformité l'ensemble du système malgré de nombreuses interventions. L'inspection des installations classées constate effectivement les nombreuses relances et interventions de la société SICK. Plusieurs équipements ont fait l'objet de maintenance ou ont été remplacés ce qui a permis d'améliorer la situation mais qui ne permet de rendre opérationnel l'ensemble du système de surveillance en continu.

Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a contacté la société SICK afin d'obtenir rapidement une nouvelle date d'intervention. Le prestataire dispose de peu de disponibilités du fait de la période de congés estivaux. Des pistes sont proposées par le prestataire pour mettre en place une surveillance en continu avec une autre sonde O2 de façon temporaire dans l'attente de l'intervention. Les mises en oeuvre apparaissent toutefois compliquées.

Constat [PDC11] : L'exploitant n'a pas satisfait aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31/01/2024. L'absence de réalisation de la procédure QAL2 ne garantit pas l'étalonnage de l'AMS.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 02/09/2024 le rapport d'intervention de la société SICK suite aux nouveaux essais de recherche de panne et de fuite réalisés le 02/08/2024. Le rapport est concluant et précise que les difficultés liées à l'arrêt intempestif de la pompe ont été identifiées (climatisation excessive de l'armoire) et rectifiées. L'exploitant a mené des campagnes d'essais manuelles à l'aide de son équipement portatif TESTO afin de vérifier la stabilité des mesures obtenues avec celles de l'AMS pour déclencher le QAL2. Vu : Rapport QAL 2 émis par la société APAVE du 19/09/2024 pour les chaudières 2650 et 2655, sans observation. Le rapport conclut à la conformité de l'AMS pour les paramètres CO et NOx, et un état "satisfaisant" pour le paramètre O2, et indique "Les réponses respectent les critères de variabilité et les fonctions déterminées peuvent être intégrées dans le système d'exploitation pour les paramètres suivants : Oxygène(O2) Monoxyde de carbone (CO), Oxydes d'azote (NOx). Les tests opérationnels ont été réalisés avec succès."

Ces éléments permettent de lever l'écart [PDC11] s'agissant de la procédure QAL2. La mise en demeure est réputée satisfaite pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure